

En quoi consiste la USA Patriot Act?

La Uniting and Strengthening America by Providing Appropriate Tools Required to Intercept and Obstruct Terrorism Act (loi unifiant et renforçant l'Amérique en offrant les outils appropriés nécessaires à l'interception et à l'obstruction des actes terroristes (USA Patriot Act – la Loi) a été adoptée en octobre 2001 dans le but décourager et de punir les actes terroristes commis aux États Unis et dans le monde entier, et d'améliorer les outils d'enquête pour l'application de la loi et à d'autres fins.

Modifiant plus de 15 lois, la Loi accroît de manière significative la capacité des autorités de mener des activités de surveillance et de saisir des renseignements au cours de leurs enquêtes.

Qui est visé par la Loi?

Toute entreprise qui fait des affaires aux États-Unis, y compris celles dont le siège social est situé à l'extérieur des États-Unis, peut être touchée par la Loi, tout comme les citoyens américains et certains citoyens d'autres pays.

En outre, la Loi impose des exigences aux institutions financières. Elles doivent par exemple adopter des procédures qui permettent de confirmer les renseignements concernant les comptes de leurs clients et de vérifier l'identité de leurs clients; elles doivent aussi tenir des dossiers sur les renseignements utilisés pour vérifier l'identité de leurs clients.

En quoi la Loi concerne-t-elle la gestion de l'information?

Puisque la Loi donne aux organismes d'application de la loi et au gouvernement un accès plus facile aux renseignements pendant leurs enquêtes, les entreprises doivent en tenir compte dans leurs propres politiques sur la confidentialité des renseignements et autre législation concernant la protection de la vie privée aux États-Unis et dans d'autres pays.

La Loi exige en outre que les entreprises soient en mesure de remettre rapidement les renseignements demandés aux organismes d'application de la Loi, ce qui souligne encore le besoin, pour les entreprises, de se doter d'un système

de gestion des documents de manière à pouvoir accéder aux renseignements au moment voulu. L'article 215 de la Loi, par exemple, portant sur l'accès aux dossiers et autres articles en vertu de la Foreign Intelligence Surveillance Act, stipule ce qui suit :

[Traduction] Accès à certains dossiers commerciaux aux fins d'enquêtes en matière de renseignement et de terrorisme international – (a)(1) Le directeur du Federal Bureau of Investigation ou son délégué (qui doit posséder au moins le rang d'agent spécial adjoint responsable) peut demander une ordonnance exigeant le dépôt de choses concrètes (livres, dossiers, papiers, documents et autres) aux fins d'une enquête visant la protection contre le terrorisme international et les activités clandestines relatives au renseignement, dans la mesure où une telle enquête portant sur un citoyen des États-Unis ne vise pas uniquement des activités protégées en vertu du premier amendement de la Constitution.

Que doivent faire les entreprises pour se conformer à la Loi?

Entre autres choses, les entreprises doivent se doter d'un système de gestion des documents et/ou évaluer leur système actuel pour s'assurer que leurs documents sont correctement entreposés et conservés et qu'on puisse y accéder facilement en cas de procédure ou d'enquête gouvernementale.

Quiconque néglige de se conformer à une ordonnance du tribunal exigeant la production de dossiers en vertu de la Loi peut être accusé d'outrage au tribunal.

Comment pouvons-nous vous aider?

En tant que partenaire dans la gestion de l'information, il est important pour Securit de bien comprendre les procédures adoptées par ses clients pour gérer les dossiers, y compris les périodes de conservation et les procédures visant la destruction sécuritaire et en temps opportun des dossiers de l'entreprise, à la fin de la période de conservation. Pour avoir l'esprit tranquille, communiquez dès aujourd'hui avec Shred-it en composant le 1 800 697 4733 (1 800 69 Shred).

Pour en savoir plus :

Département de la Justice des É.-U. : www.usdoj.gov

Ce document ne constitue pas un avis juridique ni un conseil juridique. Prière de ne pas se fier à ce document sans avoir d'abord obtenu un avis juridique.

© Copyright 2005